

---

COMITÉ PRÉPARATOIRE DE L'ORGANISATION  
MONDIALE DU COMMERCE

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue le 22 juillet 1994

1. Le Comité préparatoire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a tenu sa quatrième réunion sous la présidence de M. Peter D. Sutherland.

2. Le Président a souhaité la bienvenue à La Dominique, 112ème membre du Comité préparatoire. Il a ensuite appelé l'attention sur les communications présentées récemment par le Président du Comité intérimaire de l'Accord sur les marchés publics (PC/W/2) et par la Tunisie au nom de la Conférence de l'Organisation de l'unité africaine (PC/W/3). La deuxième communication revêtait un intérêt particulier vu l'importance que les pays concernés attachaient à un véritable système commercial multilatéral consacré par l'OMC et à l'assistance technique et au traitement spécial qui étaient nécessaires pour faciliter la ratification et, ultérieurement, permettre à ces pays de profiter des nouvelles possibilités commerciales. Ce serait sans aucun doute une des principales tâches auxquelles les gouvernements devraient s'atteler.

3. Le Comité a pris note des communications publiées sous les cotes PC/W/2 et PC/W/3.

A. Examen des travaux accomplis par les sous-comités

i) Sous-Comité du budget, des finances et de l'administration

a) Siège de l'OMC

4. M. Szepesi (Hongrie), Président du Sous-Comité, rendant compte des faits nouveaux concernant le choix du siège de l'OMC, a rappelé que le Sous-Comité avait adopté certaines procédures pour l'examen et l'évaluation des offres concernant le siège et pour l'élaboration des recommandations pertinentes devant être soumises au Comité préparatoire. L'examen des offres présentées par les autorités suisses et allemandes proposant les villes de Genève et Bonn, respectivement, pour accueillir le siège de l'OMC, avait commencé le 15 juin comme prévu et le Sous-Comité avait pleinement respecté les procédures adoptées à cet effet. En conséquence, à la réunion qu'il avait tenue le matin même, le Sous-Comité avait adopté deux recommandations qu'il soumettrait pour approbation au Comité préparatoire.

5. Avant de passer aux recommandations, l'intervenant souhaitait toutefois résumer brièvement les vues exprimées par les membres du Sous-Comité au cours des consultations informelles qui avaient abouti à l'adoption des recommandations. Tous les membres, sans exception, avaient félicité aussi bien les autorités suisses que les autorités allemandes pour la grande qualité de leurs offres respectives. Il avait été noté que la situation de concurrence créée par l'existence de deux offres attrayantes avait largement contribué à l'amélioration de leur teneur. Les membres avaient en particulier pris acte des efforts faits par les autorités des deux pays pour adapter et améliorer différents éléments de l'offre

globale qu'ils avaient initialement présentée. Les deux offres avaient ainsi été jugées positives, intéressantes, attrayantes et compétitives. La grande majorité des participants avait été d'avis que pour ce qui était des installations matérielles, du traitement, des privilèges et des immunités, elles étaient largement comparables. Deux facteurs avaient semblé jouer un rôle important en faveur de Genève: premièrement, le fait que la ville abritait déjà certaines organisations internationales avec lesquelles l'OMC devrait établir d'étroites relations de travail et deuxièmement, la situation particulière que constituait le passage du GATT à l'OMC et le désir que celui-ci se fasse de manière aussi harmonieuse et sûre que possible. L'avis avait été exprimé que non seulement la République fédérale d'Allemagne avait présenté une offre compétitive, mais aussi que Bonn était et restait un lieu intéressant pour des institutions internationales. Même si dans le cas de l'OMC la décision n'était pas favorable à Bonn, la qualité de l'offre allemande confirmait pleinement la vocation de cette ville à accueillir des organisations internationales.

6. L'intervenant a ensuite appelé l'attention sur les deux recommandations adoptées par le Sous-Comité concernant le siège de l'OMC (PC/BFA/W/1) et le mandat proposé pour la négociation d'un accord de siège (PC/BFA/W/2). Il a indiqué que la délégation de la Suisse, en tant que partie directement concernée, n'avait participé ni à l'élaboration du mandat proposé, ni à son adoption formelle.

7. Le Président a proposé que le Comité prenne note du rapport du Président du Sous-Comité sur les faits nouveaux concernant le siège de l'OMC et approuve la recommandation relative au siège de l'OMC présentée par le Sous-Comité dans le document PC/BFA/W/1. Ce faisant, le Comité préparatoire prenait au sujet du siège de l'OMC une décision de principe qui, à son tour, permettrait d'entamer la négociation de l'accord de siège sur la base du mandat élaboré au Sous-Comité et figurant dans le document PC/BFA/W/2.

8. Le Comité en est ainsi convenu.<sup>1</sup>

9. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a dit que le gouvernement de son pays avait offert d'accueillir l'OMC en raison de son attachement au système multilatéral et à l'Organisation. Il ne s'était pas opposé au consensus concernant le siège parce qu'il tenait à ce que le passage du GATT à l'OMC se fasse de manière aussi harmonieuse que possible et que l'OMC et ses membres profitent des conditions de travail offertes dès le premier jour d'activité de l'Organisation. L'intervenant a remercié tous ceux qui avaient appuyé la candidature de Bonn pour accueillir le siège de l'OMC et a salué ceux qui avaient exprimé leur préférence pour le maintien de l'Organisation à Genève. Il a rendu hommage au Président du Sous-Comité et à celui du Comité du budget du GATT pour l'habileté, l'objectivité et l'équité avec laquelle ils avaient mené à bien une tâche presque impossible. Sans leurs efforts inlassables, leur sens de la discrétion en matière de diplomatie, leur capacité de créer la confiance et leur attachement au système, il n'aurait pas été possible d'arriver à la décision qui venait d'être prise et dont l'intervenant espérait qu'elle servirait au mieux les intérêts de l'OMC.

10. Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation s'associait à l'hommage rendu par la République fédérale d'Allemagne au Président du Sous-Comité et à celui du Comité du budget du GATT. Il a remercié toutes les délégations d'avoir permis au Comité préparatoire d'arriver à la décision qui venait d'être prise, ainsi que le Président du Comité pour ses efforts et la République fédérale d'Allemagne pour son attitude grâce à laquelle un consensus avait été réalisé au Sous-Comité. La délégation suisse prenait note avec satisfaction de la décision du Comité de choisir Genève comme siège de l'OMC et savait gré à tous les membres de la confiance qu'ils avaient témoignée à la Suisse. Les autorités suisses étaient prêtes à honorer tous les engagements qu'elles avaient pris dans l'offre présentée par le pays et à négocier un accord de siège pour la nouvelle organisation. L'objectif de

---

<sup>1</sup>Voir annexes 1 et 2.

la Suisse et de la ville de Genève était de faire en sorte que l'OMC puisse fonctionner de manière efficace dès le premier jour de son existence. La Suisse veillerait à ce que l'OMC bénéficie des meilleures conditions de travail possibles pour elle-même et pour les délégations accréditées auprès de l'Organisation à Genève. Elle était convaincue que l'installation de l'OMC à Genève permettrait à la fois à cette organisation et aux autres organisations internationales de tirer tout le profit possible de l'environnement international mis en place à Genève grâce à la communauté internationale.

11. Le représentant de la Malaisie, parlant au nom des pays en développement, a remercié les gouvernements de l'Allemagne et de la Suisse, ainsi que les autorités de Bonn et de Genève, pour leurs offres généreuses et l'aide qu'ils avaient aimablement proposée aux pays les moins avancés. Les pays en développement saluaient également l'habileté avec laquelle le Président du Sous-Comité avait mené les négociations qui avaient permis d'arriver ce jour à un résultat amiable. Il avait effectivement été difficile de choisir entre deux bonnes choses, et entre deux bons amis. Le choix final marquait non pas un rejet, mais une préférence et il avait été dicté en dernière analyse par des considérations pratiques. Toutes choses étant égales par ailleurs, la question ultime avait été: déménager ou ne pas déménager. Les pays en développement étaient heureux que la question du siège ait été réglée à l'amiable et se félicitaient en particulier du geste de bonne volonté du gouvernement allemand qui avait permis d'arriver à un consensus. Les pays en développement avaient tous les mêmes sentiments au sujet des offres, mais peut-être pas forcément les mêmes préférences. Il fallait maintenant se tourner vers l'avenir et faire en sorte que l'OMC prenne un bon départ dès que possible. Les pays en développement se réjouissaient également de la décision du Comité préparatoire concernant le mandat pour la négociation d'un accord de siège entre le Comité préparatoire et les autorités suisses et espéraient être associés aux travaux futurs dans ce domaine.

12. Le représentant de Brunéi Darussalam, parlant au nom des pays de l'ANASE, a félicité le Président du Sous-Comité et celui du Comité du budget du GATT de leurs efforts et de l'habileté avec laquelle ils avaient mené les consultations au cours des semaines écoulées. Les pays de l'ANASE étaient heureux de s'associer au consensus qui avait été réalisé. Dans le même temps, ils souhaitaient remercier les autorités allemandes pour leur offre très généreuse qui avait été à la fois attrayante et compétitive. Le fait que Genève avait été finalement choisie n'enlevait rien à la valeur de l'offre allemande. Il était donc tout naturel que la recommandation qui venait d'être adoptée, non seulement exprime un sentiment de gratitude envers l'Allemagne, mais reconnaisse également ce que la ville de Bonn avait à offrir à l'avenir. Les pays de l'ANASE tenaient à féliciter la Suisse du choix de Genève comme siège de l'OMC. Ils notaient toutefois qu'un certain nombre de questions avaient été soulevées avec les autorités suisses pendant la période de consultation et pensaient qu'il conviendrait d'envisager la création d'une sorte de mécanisme de suivi de la mise en oeuvre qui devrait non seulement se réunir à intervalles réguliers - éventuellement tous les trimestres - mais aussi être effectivement en mesure de continuer à améliorer et à renforcer les relations entre la communauté diplomatique, l'organisation elle-même et le gouvernement du pays hôte. L'intervenant accueillait avec satisfaction la déclaration faite par la Suisse selon laquelle son offre d'accueillir le siège de l'OMC marquait le début d'un processus visant à faire de Genève une ville encore plus internationale qu'elle ne l'était déjà; c'était dans cette perspective que les pays de l'ANASE proposaient d'institutionnaliser le mécanisme en question. L'intervenant a exprimé le désir des pays de l'ANASE de participer à l'équipe qui négocierait l'accord de siège avec la Suisse.

13. Le représentant du Pakistan a dit que sa délégation était satisfaite de l'issue des consultations sur le choix du siège de l'OMC. Il a félicité le Président du Sous-Comité et celui du Comité du budget du GATT pour leur impartialité et leur diplomatie qui avaient largement contribué à l'élaboration du consensus. Il a également félicité la Suisse, non seulement pour sa victoire, mais aussi pour sa nouvelle ouverture d'esprit qui avait été vivement appréciée par la communauté diplomatique à Genève ainsi que pour les engagements qu'elle avait pris et qui seraient bientôt consacrés dans un accord de siège. Le choix du siège impliquait qu'il y aurait un seul gagnant. L'Allemagne n'était pas pour autant

perdante, car elle avait été le catalyseur qui avait permis aux négociations d'aller de l'avant. Il fallait la remercier pour l'élégance de son offre, la souplesse dont elle avait fait preuve et l'attention qu'elle avait portée aux intérêts des missions permanentes et des diplomates ainsi que pour la façon dont elle s'était inclinée devant la volonté de la majorité. Le choix que tous avaient dû faire n'avait pas été facile et le Pakistan espérait qu'avec le temps chacun pourrait témoigner qu'il en était satisfait.

14. Le représentant du Nigéria, parlant aussi au nom d'un certain nombre de pays africains qui avaient participé activement aux travaux du Comité préparatoire, a dit qu'ils étaient heureux de s'associer au consensus pour le choix de Genève comme siège de l'OMC. Il a rendu hommage aussi bien à l'Allemagne qu'à la Suisse pour leurs offres compétitives et a félicité la Suisse de son succès. Il a noté avec satisfaction que la Suisse avait déclaré que tous les engagements qu'elle avait pris seraient respectés lorsque les négociations sur un accord de siège débuteraient. Il a également loué le Président du Sous-Comité et le Président du Comité du budget du GATT pour la façon impartiale et objective dont ils avaient mené les consultations qui avaient débouché sur le consensus et il a remercié l'Allemagne d'avoir bien voulu se rallier à ce dernier. La délégation nigériane était fermement convaincue que la décision qui avait été prise par consensus servirait au mieux les intérêts de tous et en particulier ceux de l'OMC. L'intervenant tenait enfin à rendre hommage au Président du Comité préparatoire pour le rôle qu'il avait joué dans les coulisses et qui avait abouti à cet heureux résultat.

15. Le représentant du Bangladesh, parlant au nom des pays les moins avancés, a dit qu'ils étaient heureux de s'associer au consensus concernant le choix du siège de l'OMC. Il a remercié les gouvernements de la Suisse et de l'Allemagne de leurs offres généreuses et il a loué cette dernière pour la souplesse dont elle avait fait preuve et l'aide qu'elle avait apportée à l'élaboration du consensus final sur ce point. Il a par ailleurs félicité le Président du Sous-Comité d'avoir mené efficacement les consultations qui avaient abouti en peu de temps à un consensus. On pouvait maintenant espérer un passage sans heurt du GATT à l'OMC qui constituerait un bon point de départ pour le fonctionnement effectif de l'OMC. L'intervenant a dit que les pays les moins avancés souhaitaient être associés aux négociations sur l'accord de siège.

16. Le Président a exprimé sa gratitude aux autorités allemandes pour leur offre généreuse d'accueillir l'OMC à Bonn. Certes le Sous-Comité avait recommandé une décision de principe en faveur de Genève, mais les conditions que l'Allemagne avait offertes témoignaient clairement de son intérêt pour le système commercial multilatéral et de son vif attachement à ce système. L'intervenant était persuadé qu'il parlait au nom de tous en demandant que les remerciements des délégations et du secrétariat soient transmis à la fois au Ministre et au Directeur général du Ministère fédéral de l'économie.

17. Le Comité a pris note des déclarations.

b) Autres questions

18. M. Szepesi (Hongrie), Président du Sous-Comité, rendant compte des travaux du Sous-Comité sur d'autres questions, a dit que celui-ci avait aussi examiné la structure organique et les besoins en personnel du secrétariat, tels que le Directeur général les avait présentés, et les lignes directrices concernant le calcul des contributions des membres de l'OMC au budget.

19. S'agissant de la structure organique, des besoins en personnel et des questions connexes, le Sous-Comité avait continué d'examiner les propositions du Directeur général et se faisait une meilleure idée de la situation. Il espérait être en mesure de fixer le nombre de postes appropriés pour 1994 d'ici à quelques jours et il reviendrait sur la question des effectifs du personnel à plus long terme et des questions d'organisation après avoir examiné de manière plus approfondie certaines questions plus vastes de politique générale et une fois achevé un examen externe de la gestion. Il étudierait des propositions concernant la réalisation de l'examen de la gestion avant la pause d'été.

20. S'agissant des lignes directrices pour le calcul des contributions des membres de l'OMC au budget, le groupe de travail informel présidé par le Président du Comité du budget du GATT considérait que ce calcul devait prendre en compte toute la gamme des responsabilités de la nouvelle organisation, même si la base statistique qui devait être utilisée à cet effet était encore à l'étude. Des mesures administratives applicables aux membres qui avaient accumulé des arriérés sur plusieurs années avaient également été étudiées. Des recommandations sur ce sujet ainsi que sur le mandat du Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC pourraient être prêtes avant la pause d'été. D'autres questions, comme le niveau du fonds de roulement, la contribution minimale et le transfert de l'actif et du passif, étaient toujours à l'étude et des recommandations sur ces divers points seraient présentées après la pause d'été.

21. Le Président a proposé que le Comité prenne note des travaux en cours dans d'autres domaines relevant du mandat du Sous-Comité. A cet égard, il était évident que les questions relatives aux besoins en personnel du secrétariat de l'OMC étaient particulièrement pressantes, dans la mesure où elles avaient des incidences sur le budget du GATT pour l'année en cours. Comme le Président du Sous-Comité l'avait indiqué, les consultations qu'il menait sur ces questions avaient bien avancé et seraient peut-être bientôt achevées. Dans ces conditions, le Sous-Comité pourrait être en mesure d'arriver à des conclusions concrètes avant la pause d'été, y compris sur la question de l'examen de la gestion. Le Comité du budget du GATT aurait ainsi la possibilité d'approuver le budget supplémentaire du GATT pour 1994 et les modalités de son financement, et il devrait peut-être pour cela se réunir à bref délai. L'intervenant a exprimé l'espoir que ces arrangements, qui étaient mis en place uniquement dans un souci d'efficacité, rencontreraient l'agrément des membres du Comité.

22. Le Comité a approuvé les arrangements proposés et a pris note des déclarations et du rapport du Président du Sous-Comité.

ii) Sous-Comité des services

23. M. Manhusen (Suède), Président du Sous-Comité, a dit que le Sous-Comité avait tenu une deuxième réunion le 15 juillet. Les discussions informelles s'étaient poursuivies sur des questions concernant le champ d'application de l'AGCS qui était une des priorités du Sous-Comité des services. A cet égard, le Sous-Comité avait été en mesure de prendre des décisions concrètes sur deux des cinq catégories de mesures à l'étude. Pour ce qui était des mesures se rapportant à l'aide judiciaire et administrative, il avait été convenu que, abstraction faite des obligations énoncées dans l'AGCS, toute mesure additionnelle de ce type ne serait pas soumise aux disciplines de l'AGCS. Pour ce qui était des mesures se rapportant à l'admission et au séjour des personnes physiques, et en particulier la définition de résidence et d'emploi à titre "temporaire" et "permanent", il avait été convenu que ce qui figurait dans les listes d'engagements à cet égard était suffisamment clair et que, du moins pour l'instant, d'autres travaux multilatéraux n'étaient pas nécessaires sur ce point. Les travaux continueraient sur d'autres questions liées au champ d'application de l'AGCS, à savoir les mesures se rapportant à la sécurité sociale, au règlement des différends dans le cadre d'accords bilatéraux en matière d'investissement et à l'admission et au séjour temporaire de personnes physiques telles que travailleurs agricoles saisonniers, professeurs d'université et enseignants relevant de programmes d'échange et étudiants travaillant pendant leurs vacances et relevant de programmes pour jeunes travailleurs. Les travaux sur ces questions reprendraient immédiatement après la pause d'été.

24. S'agissant des services financiers, le Sous-Comité avait pris la décision d'établir un Groupe intérimaire des services financiers doté du mandat suivant: "Suivre les progrès des négociations engagées en vertu du paragraphe 1 de la Décision sur les services financiers jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et la création du Comité du commerce des services financiers. Le Groupe tiendra sa première réunion le 15 octobre 1994 au plus tard." L'intervenant avait actuellement des consultations en vue de désigner le Président de ce Groupe.

25. S'agissant des négociations sur les télécommunications de base, le Groupe de négociation pertinent avait tenu sa deuxième réunion le 11 juillet. Vingt-deux délégations avaient déjà annoncé leur intention de participer aux négociations et 17 avaient assisté aux réunions en qualité d'observateurs. Le Groupe avait aussi approuvé les demandes de la CNUCED et de l'UIT qui désiraient obtenir le statut d'observateur. Il poursuivait ses travaux sur les questions de fond et les questions techniques à partir de documents établis par le secrétariat et tiendrait sa prochaine réunion le 24 octobre.

26. S'agissant des négociations sur les services de transport maritime, le Groupe de négociation pertinent avait tenu sa deuxième réunion le 13 juillet. Trente-quatre délégations avaient déjà annoncé leur intention de participer aux négociations et 16 avaient assisté aux réunions en qualité d'observateurs. Le Groupe avait approuvé une demande de la CNUCED qui désirait obtenir le statut d'observateur. Il poursuivait ses travaux sur les questions techniques à partir de documents établis par le secrétariat et il tiendrait sa prochaine réunion au cours de la semaine commençant le 17 octobre.

27. S'agissant des négociations sur le mouvement des personnes physiques, la deuxième réunion du Groupe de négociation pertinent, prévue pour le 12 juillet, avait été reportée parce que le Président du Groupe avait dû s'absenter de Genève à ce moment-là et elle se tiendrait pendant la semaine commençant le 19 septembre.

28. S'agissant des travaux futurs du Sous-Comité, trois réunions étaient prévues pour le reste de l'année, respectivement, le 21 septembre, pendant la semaine du 17 octobre et pendant celle du 28 novembre.

29. Le Comité a pris note du rapport du Président du Sous-Comité.

iii) Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques

30. M. Kesavapany (Singapour), Président du Sous-Comité, rendant compte des travaux déjà effectués par le Sous-Comité, a rappelé que ce dernier avait été chargé de: i) examiner le mandat et le règlement intérieur des organes de l'OMC et déterminer si d'autres travaux étaient nécessaires et, dans l'affirmative, faire les recommandations appropriées; ii) examiner la forme et la nature des relations que l'OMC devrait avoir avec d'autres organisations et faire des recommandations appropriées; iii) examiner et recommander des arrangements appropriés pour assurer la transition du GATT de 1947 à l'OMC; et iv) examiner la composition de l'OSpT et faire des recommandations à ce sujet. Les travaux étaient pratiquement achevés pour ce qui était du premier point. Les délégations avaient estimé qu'il n'était pas nécessaire d'élaborer plusieurs mandats génériques pour tous les accords relevant de l'OMC et qu'il n'était pas non plus nécessaire, sauf dans un ou deux cas, comme celui de l'Accord sur l'agriculture, d'entreprendre d'autres travaux concernant les mandats énoncés dans les Accords OMC. Il appartiendrait aux délégations concernées d'indiquer pour quel accord spécifique il faudrait éventuellement des travaux supplémentaires. Au sujet du règlement intérieur, le Sous-Comité avait eu un échange de vues et le secrétariat avait été invité, après de nouvelles consultations avec les délégations, à élaborer un ensemble composite de règlements intérieurs pour les organes de l'OMC. S'agissant des relations de l'OMC avec d'autres organisations, le Sous-Comité avait procédé à un premier examen des questions en jeu sur la base de notes d'information établies par le secrétariat. Les délégations étaient convenues de réfléchir plus avant sur ce point et d'y revenir en temps voulu.

31. La question de politique générale que constituait le statut d'observateur avait été soulevée à la réunion du 19 juillet du Sous-Comité. Elle revêtait deux aspects: premièrement, le statut d'observateur auprès du Comité préparatoire et de ses Sous-Comités et deuxièmement, le statut d'observateur auprès de l'OMC et de ses organes. Au sujet du premier aspect, l'intervenant a rappelé qu'à sa réunion du 29 avril 1994, le Comité préparatoire était convenu de laisser "les Sous-Comités ...

décider quels observateurs pourraient assister à leurs réunions respectives" (PC/M/1, paragraphes 14 et 15). Dans le cas de l'OMC, le Comité préparatoire avait chargé le Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques d'effectuer pour son compte les travaux relevant du paragraphe 8 b) iii). Le Sous-Comité ferait donc des recommandations concernant, notamment, le statut d'observateur des organisations internationales, pour examen par le Comité préparatoire. S'agissant de la question des arrangements transitoires, les délégations avaient eu une discussion sur les orientations générales à partir d'un document de travail présenté à la réunion du 19 juillet et il avait été convenu qu'il y aurait à l'automne une discussion plus concrète à l'issue de laquelle des propositions spécifiques seraient élaborées.

32. Alors que le Sous-Comité s'occupait de ces questions générales, les trois groupes de contact qui avaient été établis - agriculture, ADPIC et pratiques antidumping, subventions et sauvegardes - avaient entamé les travaux sur les arrangements additionnels qui seraient nécessaires pour assurer la mise en oeuvre des divers accords dès l'entrée en vigueur de l'Accord OMC. Le rapport du Sous-Comité ferait la synthèse des résultats des travaux des groupes de contact. Ces premiers travaux effectués au cours des deux mois écoulés constituaient la base sur laquelle le Sous-Comité pouvait engager les travaux plus approfondis qu'exigeait l'élaboration de propositions spécifiques sur les divers aspects de son mandat. En outre, le Sous-Comité examinerait les mandats qu'élaboraient actuellement les comités existants chargés des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, des questions budgétaires, financières et administratives et du commerce et du développement, pour les organes correspondants relevant de l'OMC. Après l'été, on aborderait aussi la question des relations avec les organisations non gouvernementales ainsi que les questions en rapport avec l'OSpT.

33. A la réunion du Sous-Comité du 19 juillet, les délégations avaient noté que rien n'avait encore été décidé au sujet du Comité des concessions tarifaires. L'intervenant avait alors indiqué qu'il faudrait peut-être examiner ce point au Comité préparatoire. Depuis, il en avait parlé avec le Président du Comité préparatoire qui avait confirmé qu'il s'agissait d'une question qui pouvait parfaitement être traitée par le Sous-Comité. Il proposait en conséquence de l'aborder à la prochaine réunion du Sous-Comité.

34. Il faudrait accomplir un énorme travail au cours des trois mois suivant la pause d'été pour respecter le délai concernant l'élaboration du rapport prévu au paragraphe 8 b) iv) et sa présentation au Comité préparatoire, mais l'intervenant était persuadé que cela était réalisable.

35. Le Comité a pris note du rapport du Président du Sous-Comité.

iv) Sous-Comité du commerce et de l'environnement

36. Le Président, présentant le rapport du Sous-Comité au nom du Président de ce dernier, M. Lampreia (Brésil), a dit que le Sous-Comité avait tenu sa deuxième réunion formelle le 12 juillet. Les délégations avaient eu un échange de vues général sur tous les points du programme de travail figurant dans la Décision de Marrakech sur le commerce et l'environnement (MTN.TNC/45(MIN), annexe II). Il avait été convenu d'entamer une discussion plus ciblée sur les première, troisième et sixième séries de questions énoncées dans la Décision de Marrakech en vue de mettre en lumière les domaines dans lesquels il fallait poursuivre l'analyse au-delà de ce qui avait été fait au Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. Le Sous-Comité avait établi un ordre du jour et prévu trois réunions pour l'automne. La première réunion aurait lieu les 15 et 16 septembre et porterait essentiellement sur la troisième série de questions inscrite au programme de travail; la deuxième réunion aurait lieu pendant la semaine du 24 octobre et serait axée sur la première série de questions et la troisième réunion aurait lieu pendant la semaine du 28 novembre et serait consacrée à la sixième série de questions. Les délégations avaient également invité le secrétariat à établir plusieurs documents d'information et avaient indiqué des domaines dans lesquels de tels

documents seraient peut-être nécessaires pour orienter les discussions futures. Enfin, le Sous-Comité était convenu d'accorder le statut d'observateur à tous les gouvernements et à toutes les organisations intergouvernementales bénéficiant déjà de ce statut auprès du Comité préparatoire.

37. Le Comité a pris note du rapport du Président du Sous-Comité.

B. Paragraphe 8 b) i) de la Décision établissant le Comité préparatoire

38. Le Président a dit que, depuis son précédent rapport sur l'avancement des travaux relevant du paragraphe 8 b) i) de la Décision établissant le Comité préparatoire, les travaux concernant la vérification et l'approbation de projets de listes finales additionnelles pour les marchandises avaient commencé pendant la semaine en cours avec les projets de listes provisoirement annexés au Protocole de Marrakech. Parmi ces listes, celles du Bangladesh, du Bénin, du Congo, de la Mauritanie et du Niger pouvaient être considérées comme vérifiées, sous réserve de certaines indications ou explications additionnelles qui seraient apportées et dûment reprises dans les listes finales. Le projet de liste de la Tanzanie ferait l'objet d'un nouvel examen à un stade ultérieur. En outre, le projet de liste de Saint-Kitts-et-Nevis, qui était récemment devenu membre du GATT de 1947 au titre de l'article XXVI:5 c), et d'autres listes dont la mise au point définitive était en cours avec l'assistance technique du secrétariat, seraient examinés après la pause d'été. Le secrétariat apportait également une assistance technique pour la préparation et la mise au point définitive des listes annexées à l'AGCS de ces gouvernements et d'autres gouvernements intéressés.

39. Pour ce qui était des Etats ou territoires douaniers distincts dont la demande d'accession au GATT de 1947 était examinée par des groupes de travail du GATT et qui voudraient aussi accepter l'Accord sur l'OMC ou y accéder, le Président tenait à informer le Comité que le Groupe de travail de la Bulgarie était sur le point d'achever ses travaux. Les membres savaient peut-être que la Bulgarie avait exprimé son intention d'accéder au GATT de 1947 et, ultérieurement, de négocier son accession de l'Accord sur l'OMC en tant que membre original.

40. La République de Croatie avait présenté une demande formelle au Comité préparatoire en vue d'entamer le processus d'accession à l'OMC au titre de l'article XII de l'Accord sur l'OMC. La communication de la Croatie avait été distribuée aux membres du Comité sous la cote PC/W/1. Le Président a proposé que le Comité prenne note de la demande de la Croatie. En outre, conformément à sa Décision du 31 mai 1994 concernant les demandes d'accession à l'OMC présentées par des Etats ou territoires douaniers distincts pour lesquels il existait déjà un groupe de travail du GATT, il a proposé que le Comité préparatoire invite le Groupe de travail de la Croatie existant à examiner la demande d'accession de ce gouvernement pour le compte du Comité et à faire rapport à ce dernier.

41. Le Comité a pris note de la déclaration et en est ainsi convenu.

C. Programme de travail

42. Le Président, passant à l'organisation des travaux après la pause d'été, a dit qu'un calendrier indicatif des réunions du Comité préparatoire et de ses Sous-Comités à partir de septembre était actuellement distribué pour informer et orienter les membres.<sup>2</sup> Le calendrier, qui avait été établi en consultation avec les Présidents des Sous-Comités, était provisoire et il faudrait peut-être l'ajuster en fonction de l'état d'avancement des travaux aux Sous-Comités et dans le cadre des autres processus relevant du Comité préparatoire. Les Présidents restaient libres d'adopter les procédures de travail convenant à leurs besoins spécifiques. Toutefois, en modifiant ou en complétant le calendrier, on devait

---

<sup>2</sup>Un calendrier mis à jour est reproduit à l'annexe 3.



tenir compte de la nécessité d'éviter dans toute la mesure du possible le chevauchement des réunions et de respecter la pratique selon laquelle il ne fallait pas en tenir plus de deux à la fois.

43. Le point essentiel du calendrier était en fait celui qui venait en dernier - à savoir la période allant du 6 au 15 décembre retenue en principe pour la Conférence de mise en oeuvre. Ce choix avait été effectué sur la base du paragraphe 3 de l'Acte final en vertu duquel la Conférence devait se tenir "à la fin de 1994 au plus tard". Chose plus importante, il était évident que tout retard empêcherait l'entrée en activité de l'OMC le 1er janvier 1995, date à laquelle tous les participants au Cycle d'Uruguay tenaient beaucoup. Comme il avait été annoncé à Marrakech, la principale tâche de la Conférence de mise en oeuvre serait de fixer la date d'entrée en activité de l'OMC. La Conférence serait également chargée de convoquer la première réunion du Conseil général et de proposer l'ordre du jour provisoire de cette réunion. En outre, il faudrait peut-être prendre des décisions au sujet d'arrangements spécifiques pour le GATT de 1947 après l'entrée en activité de l'OMC. Les propositions à cet égard, qui concernaient l'OMC et pourraient découler des travaux du Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques, devraient être approuvées par le Comité préparatoire. La suite à donner aux propositions du Conseil actuel du GATT représentant les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 devrait être examinée à une session des PARTIES CONTRACTANTES. C'est pourquoi il était souhaitable que la Conférence de mise en oeuvre soit la réunion du Comité préparatoire à l'échelon des hauts fonctionnaires tenue à l'occasion d'une session extraordinaire des PARTIES CONTRACTANTES. Cela était également conforme à la disposition pertinente de la Déclaration ministérielle de Punta del Este concernant la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay. Le Président s'efforcerait de faire en sorte que la date et l'ordre du jour de la Conférence de mise en oeuvre soient fixés et approuvés par le Comité préparatoire au plus tard à sa réunion prévue pour le 25 octobre. Cela donnerait au secrétariat le temps nécessaire pour mener à bien les procédures de convocation de la Conférence. Le Président consulterait les délégations à cet égard.

44. Pour ce qui était de la période précédant la Conférence de mise en oeuvre, les programmes de travail du Comité préparatoire, de ses Sous-Comités et des autres processus chargés de la mise en oeuvre du mandat du Comité, devraient reposer sur trois objectifs bien précis: premièrement, tous les travaux relevant du mandat du Comité préparatoire devraient être achevés pendant la période allant du 22 novembre au 5 décembre; deuxièmement, les travaux des Sous-Comités en rapport avec ce que le Comité préparatoire devait faire aux termes de son mandat devraient être conclus avant ou, au plus tard, pendant la même période, et troisièmement, le processus de ratification dans les capitales devrait être terminé aussitôt que possible après la pause d'été et, en tout cas, avant la Conférence de mise en oeuvre. Il s'ensuivait qu'il restait beaucoup à faire en un temps relativement court. A partir de septembre, il faudrait activer les choses en concentrant les efforts sur l'adoption des décisions absolument nécessaires pour assurer le bon démarrage de l'OMC. Le Comité préparatoire et ses Sous-Comités devraient être prêts à se réunir plusieurs fois et à bref délai si nécessaire, ce qui serait hautement probable pendant la période allant du 22 novembre au 5 décembre.

45. Le Comité a pris note de la déclaration.

#### D. Ratification

46. Le Président a dit qu'il avait assez souvent indiqué que les gouvernements devraient conclure aussitôt que possible le processus de ratification. A la réunion en cours, il avait insisté sur l'évidence, à savoir que cela devrait être fait au plus tard avant la Conférence de mise en oeuvre. La ratification était un élément essentiel et décisif pour la mise en oeuvre de l'Accord sur l'OMC. Depuis le précédent rapport du Président au Comité, le secrétariat avait été informé qu'un certain nombre de gouvernements participants avaient achevé le processus interne de ratification. Il était par ailleurs encourageant de noter que dans plusieurs grandes capitales, ce processus s'était accéléré et devrait être terminé bien avant la fin de l'année.

47. Le message était tout à fait clair. Il n'y avait jamais eu de raisons d'attendre que les autres se décident; il y en avait encore moins maintenant que ceux qui tardaient à engager le processus de ratification risquaient bel et bien d'être dépassés par les événements. Les mois de septembre et octobre seraient une période déterminante. Le Comité resterait le seul cadre multilatéral pour examiner la situation générale en matière de ratification et faciliter le processus de toutes les manières possibles.

48. A cet égard, le Président tenait à soulever un point de procédure concernant le statut définitif des rectifications des listes annexées à l'Accord sur l'OMC et l'établissement de concessions additionnelles. Le délai actuel pour les listes annexées au GATT était de 90 jours, après quoi les amendements étaient réputés définitifs et donc certifiés (IBDD, S27/26). Pour les rectifications des listes annexées à l'Accord sur l'OMC, un délai plus court serait préférable, de l'avis général, afin de permettre aux parlements de disposer de listes corrigées pour le processus de ratification. Un délai de 30 jours avait été suggéré à cet effet à titre d'arrangement temporaire aux fins de ratification. Le Président a proposé que le Comité préparatoire convienne que pour les rectifications des listes annexées à l'Accord sur l'OMC et pour l'établissement de concessions additionnelles, le délai d'approbation, pendant la période précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, soit de 30 jours.

49. Le Comité a pris note de la déclaration et en est ainsi convenu.

ANNEXE 1

SIEGE DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Recommandation du Sous-Comité du budget, des finances et de l'administration  
approuvée par le Comité préparatoire le 22 juillet 1994

Ayant évalué les offres faites par le gouvernement allemand et par le gouvernement suisse concernant Bonn et Genève, respectivement, comme siège potentiel de l'Organisation mondiale du commerce,

Considérant que les deux offres sont d'une qualité dans l'ensemble comparable mais que i) Genève abrite déjà certaines organisations internationales avec lesquelles l'OMC devrait établir d'étroites relations de travail, ii) le passage du GATT à l'OMC devrait se faire de façon aussi harmonieuse et sûre que possible,

Le Sous-Comité du budget, des finances et de l'administration recommande au Comité préparatoire de l'OMC:

- i) de choisir Genève comme siège de l'Organisation mondiale du commerce, sous réserve de la conclusion satisfaisante des négociations visées à l'alinéa ii);
- ii) que des négociations entre les autorités suisses et les représentants du Comité préparatoire de l'OMC soient engagées sans tarder et que les résultats en soient communiqués au Comité préparatoire pour approbation; et
- iii) de remercier les autorités allemandes pour leur offre généreuse et compétitive et d'exprimer sa conviction que Bonn sera un excellent cadre pour des organisations internationales à l'avenir.

## ANNEXE 2

### ACCORD DE SIEGE DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

#### Mandat pour les négociations entre le Comité préparatoire de l'OMC et les autorités suisses

#### Recommandation du Sous-Comité du budget, des finances et de l'administration approuvée par le Comité préparatoire le 22 juillet 1994

Le Sous-Comité des finances, du budget et de l'administration recommande au Comité préparatoire d'approuver le mandat suivant:

1. Au nom du Comité préparatoire de l'Organisation mondiale du commerce, les négociations avec les autorités suisses seront menées par une équipe dirigée par le Président du Sous-Comité du budget, des finances et de l'administration du Comité préparatoire et composée de membres du Comité préparatoire et du secrétariat.
2. L'équipe de négociateurs tiendra compte des intérêts de l'Organisation, des Missions et de leur personnel respectif, bénéficiant ou non du statut diplomatique.
3. La délégation négociera avec les autorités suisses l'Accord de siège, qui comprendra les engagements énoncés dans l'offre initiale qu'elles ont présentée formellement le 23 juin 1994, et les informations qu'elles ont données par la suite dans leurs notes en date des 1er et 12 juillet 1994. En outre, l'équipe de négociateurs devra obtenir, dans les cas où cela sera approprié, des précisions et un calendrier au sujet de certains éléments et, dans certains cas, des améliorations concernant des éléments spécifiques de l'offre.
4. Il est entendu qu'en fonction de leur nature les questions soulevées pourraient être traitées dans l'Accord de siège proprement dit, ou dans des documents ou des protocoles additionnels, ou par échange de lettres qui seront annexés à l'Accord et en feront partie intégrante.

ANNEXE 3CALENDRIER INDICATIF DES REUNIONS DU COMITE PREPARATOIRE  
ET DE SES SOUS-COMITESSeptembre - Décembre 1994

Dates	Formelle/informelle	Président/Attaché de liaison
Mercredi 14 septembre (matin)	Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques	S.E. M. K. Kesavapany/ M. C. Mercier
Jeudi (matin) 15 septembre/ vendredi 16 septembre	Sous-Comité du commerce et de l'environnement	S.E. M. L.F. Lampreia/ M. R. Eglin
Semaine du 19 septembre	Sous-Comité du budget, des finances et de l'administration	S.E. M. A. Szepesi/ M. J. Chabert
Semaine du 19 septembre	Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques/Groupe de contact informel sur les pratiques antidumping, les subventions et les sauvegardes	M. J. Woznowski
Semaine du 19 septembre	Sous-Comité des services Groupe de négociation sur le mouvement des personnes physiques	S.E. Mine L. Bautista/ M. M. Kakabadse
Semaine du 19 septembre	Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques/Groupe de contact informel sur les ADPIC	M. A. Otten
Mercredi 21 septembre (matin)	Sous-Comité des services	S.E. M. C. Manhuseh/ M. H. Mamdouh
Jeudi 22 septembre (matin)	Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques/Groupe de contact informel sur l'agriculture	M. P. Shanahan
Jeudi 22 septembre (après-midi)	COMITE PREPARATOIRE	M. P.D. Sutherland/ M. C. Mercier
Semaine du 26 septembre	Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques	S.E. M. K. Kesavapany/ M. C. Mercier

Semaine du 10 octobre	Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques	S.E. M. K. Kesavapany/ M. C. Mercier
Semaine du 10 octobre	Sous-Comité des services Groupe intérimaire des services financiers	Président à désigner/ M. M. Kakabadse
Semaine du 17 octobre	Sous-Comité des services Groupe de négociation sur les services de transport maritime	S.E. M. D. Kenyon/ M. M. Marconini
Semaine du 17 octobre	Sous-Comité des services	S.E. M. C. Manhusen/ M. H. Mamdouh
Semaine du 24 octobre	Sous-Comité des services Groupe de négociation sur les télécommunications de base	M. N. MacMillan/ Mme L. Tuthill
Lundi 24 octobre (matin)	Sous-Comité du budget, des finances et de l'administration (réunions formelle et informelle sur le budget pour 1995)	S.E. M. A. Szepesi/ M. J. Chabert
Semaine du 24 octobre	Sous-Comité du commerce et de l'environnement	S.E. M. L.F. Lampreia/ M. R. Eglin
Mardi 25 octobre (matin)	COMITE PREPARATOIRE	M. P.D. Sutherland/ M. C. Mercier
Semaine du 31 octobre	Sous-Comité du budget, des finances et de l'administration (réunions formelle et informelle sur le budget pour 1995)	S.E. M. A. Szepesi/ M. J. Chabert
Semaine du 31 octobre	Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques	S.E. M. K. Kesavapany/ M. C. Mercier
Semaine du 7 novembre	Sous-Comité du budget, des finances et de l'administration (réunions formelle et informelle sur le budget pour 1995)	S.E. M. A. Szepesi/ M. J. Chabert
Semaine du 14 novembre	Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques	S.E. M. K. Kesavapany/ M. C. Mercier
Mercredi 23 novembre (matin)	COMITE PREPARATOIRE	M. P.D. Sutherland/ M. C. Mercier
Semaine du 28 novembre	Sous-Comité du commerce et de l'environnement	S.E. M. L.F. Lampreia/ M. R. Eglin

Semaine du 28 novembre	Sous-Comité des services	S.E. M. C. Manhusen/ M. H. Mamdouh
Lundi 5 décembre (matin)	COMITE PREPARATOIRE	M. P.D. Sutherland/ M. C. Mercier
En principe: Du 6 au 15 décembre	CONFERENCE DE MISE EN OEUVRE	M. P.D. Sutherland/ M. C. Mercier